

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 1er mars 2013
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Comptes économiques canadiens, quatrième trimestre de 2012 et décembre 2012 2
Le produit intérieur brut réel a légèrement augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre, soit une hausse similaire à celle observée au troisième trimestre. Sur une base mensuelle, le produit intérieur brut réel par industrie a diminué de 0,2 % en décembre.

Étude : Réallocation des travailleurs au Canada, 1976 à 2011 19

Services d'emploi, 2011 21

Enquête canadienne sur les mesures de la santé : combiner les données de l'échantillon complet, des répondants à jeun et des moniteurs d'activité, 2007 à 2011 22

Enquête financière sur les fermes, 2011 23

Nouveaux produits et études 24

Calendrier des communiqués : 4 au 8 mars 2013 25



Communiqués

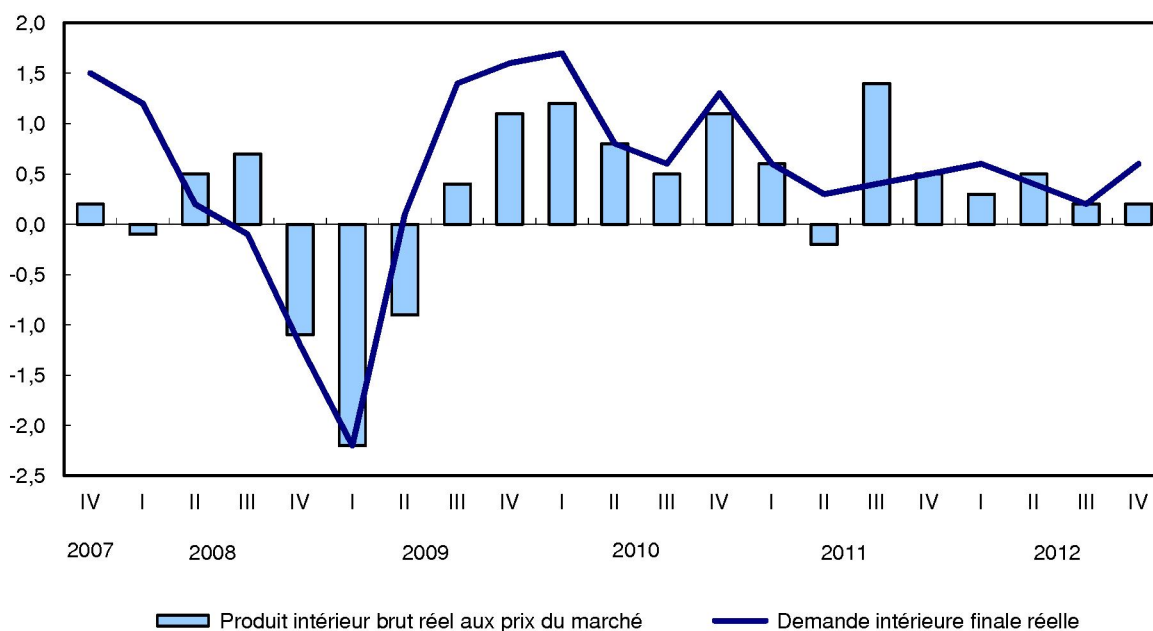
Comptes économiques canadiens, quatrième trimestre de 2012 et décembre 2012

Le produit intérieur brut (PIB) réel a légèrement augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre, soit une hausse similaire à celle observée au troisième trimestre. Sur une base mensuelle, le PIB réel par industrie a diminué de 0,2 % en décembre.

La demande intérieure finale a augmenté de 0,6 %, comparativement à une hausse de 0,2 % au trimestre précédent. Les dépenses de consommation finale des ménages et des administrations publiques et les investissements des entreprises en capital fixe ont tous crû. Les investissements en stocks ont connu un fort ralentissement par rapport au troisième trimestre. Les importations ont affiché une baisse, et les exportations se sont légèrement accrues.

Graphique 1 Produit intérieur brut et demande intérieure finale

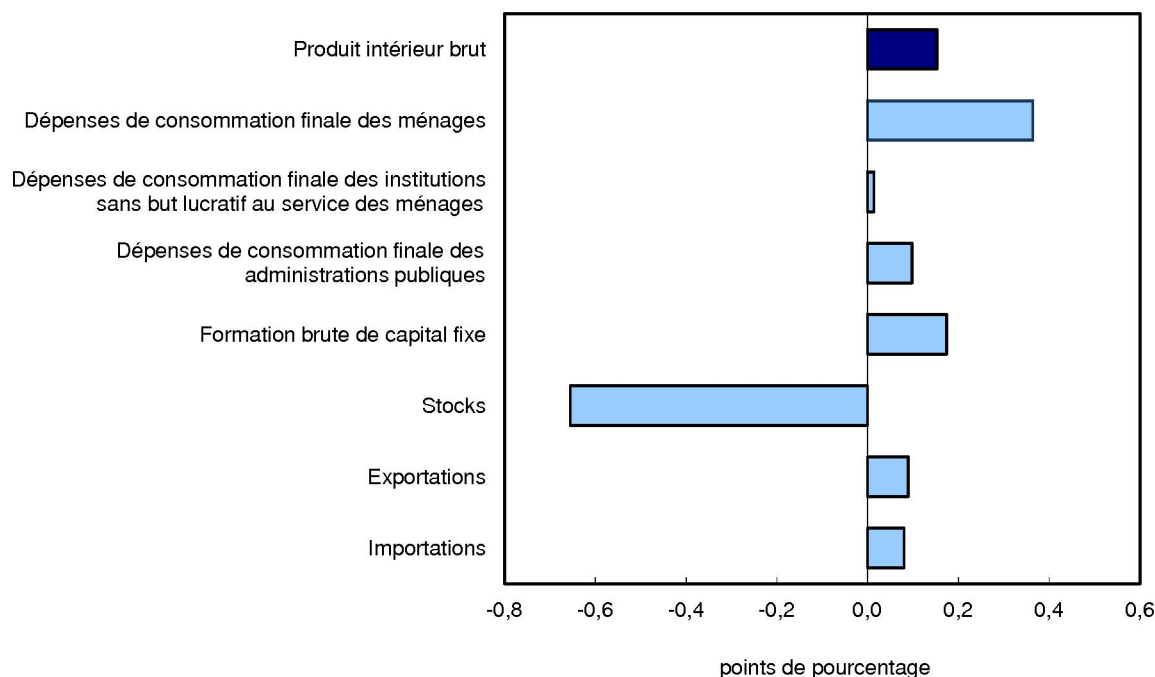
variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2007)



Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière a constitué la principale source de croissance industrielle au quatrième trimestre. Le secteur de la construction, celui du secteur public, celui des services publics ainsi que celui de la finance et des assurances ont également enregistré une progression. Le secteur de la fabrication a affiché un recul marqué (-2,2 %), tant la production de biens durables que de biens non durables ayant diminué. Le secteur des arts et des spectacles, celui du transport et de l'entreposage ainsi que celui du commerce de gros ont également affiché une baisse.

Exprimé en taux annualisé, le PIB réel a augmenté de 0,6 % au quatrième trimestre. À titre de comparaison, le PIB réel américain a augmenté de 0,1 %.

Graphique 2
Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, quatrième trimestre de 2012



Les dépenses de consommation augmentent

Les dépenses des ménages en biens et en services ont augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre, soit au même rythme qu'au troisième trimestre. La hausse des dépenses de consommation au cours des deux derniers trimestres de 2012 a été plus forte qu'au cours de tout autre trimestre depuis le quatrième trimestre de 2010.

Les dépenses en biens ont augmenté de 0,7 %, les dépenses en biens durables ayant progressé de 0,9 %. Les dépenses de consommation en services ont connu une hausse de 0,7 %.

Les dépenses au chapitre des transports ont augmenté de 1,0 %, soit une deuxième hausse trimestrielle consécutive, sous l'impulsion des achats de véhicules (+1,8 %).

Les dépenses au chapitre des loisirs et de la culture ont augmenté de 0,3 %, ce qui fait suite à une hausse de 0,4 % au troisième trimestre. Les dépenses au chapitre de l'assurance et des services financiers ont progressé de 1,0 %, après deux trimestres de baisses.

Hausse des investissements des entreprises en usines et en matériel

Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels, qui avaient reculé de 0,5 % au troisième trimestre, ont augmenté de 1,6 % au quatrième trimestre. Tant les dépenses en bâtiments non résidentiels que celles en ouvrages de génie ont connu une croissance.

Les investissements des entreprises en machines et en matériel ont progressé de 0,3 %, ce qui représente un troisième trimestre consécutif de faible croissance. Les dépenses en machines et matériel industriels ont diminué de 1,5 % durant le trimestre. Les investissements en camions lourds et de poids moyens, autobus et autres véhicules automobiles (-1,7 %) ont aussi connu une baisse, et ce, pour un troisième trimestre de suite.

Les investissements en aéronefs et autre matériel de transport (+13,6 %) ont augmenté de façon considérable, tandis que les dépenses en ordinateurs et en équipement périphérique ont progressé de 3,7 %, à la suite de trois trimestres de reculs.

Reprise des investissements en logements

Les investissements des entreprises en bâtiments résidentiels ont augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre, à la suite d'une baisse de 0,6 % au troisième trimestre. Les activités de rénovation (+0,6 %) et la construction de logements neufs (+0,3 %) ont augmenté.

Les coûts de transfert de propriété ont diminué de 0,8 %, à la suite de baisses marquées au cours des deuxième et troisième trimestres, ce qui tient au ralentissement des activités de revente de maisons.

Augmentation des dépenses des administrations publiques

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre, à la suite d'une baisse de 0,1 % au troisième trimestre.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont été faibles au cours des quatre trimestres précédents.

Ralentissement de l'accumulation des stocks des entreprises

L'accumulation des stocks des entreprises non agricoles a fortement ralenti au quatrième trimestre (5,7 milliards de dollars) comparativement au troisième trimestre (13,5 milliards de dollars).

Les stocks de biens durables des fabricants ont diminué de 2,1 milliards de dollars. Les grossistes ont également réduit leurs stocks de biens durables (-2,3 milliards de dollars), tandis que les détaillants ont accru les leurs de 2,7 milliards de dollars.

Les stocks agricoles, notamment les stocks de céréales, ont été écoulés au cours du quatrième trimestre.

Baisse des importations

Les importations de biens et de services ont diminué de 0,3 % au quatrième trimestre; il s'agit de la première baisse depuis le troisième trimestre de 2011.

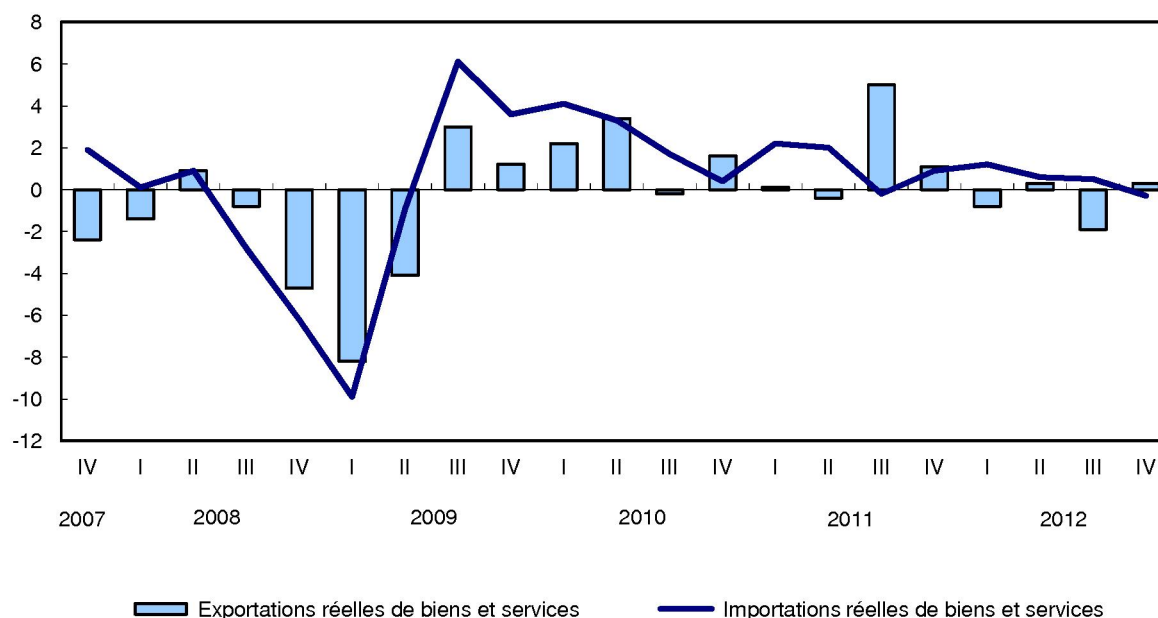
Ce recul tient principalement aux importations de machines, de matériel et de pièces industriels (-3,6 %), de produits chimiques de base et industriels et de produits en plastique et en caoutchouc (-3,3 %) ainsi que de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles (-1,5 %).

Les importations d'aéronefs et d'autre matériel de transport ont rebondi de 13,1 % au quatrième trimestre, après avoir reculé de 8,1 % au troisième trimestre.

Les importations de services ont diminué de 0,7 %; cette baisse a touché toutes les catégories de services, sauf les services de voyages (+0,8 %).

Graphique 3 Les exportations et les importations

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2007)



Légère progression des exportations

Les exportations ont légèrement augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, après avoir reculé de 1,9 % au troisième trimestre.

Les exportations de biens ont crû de 0,3 %, surtout grâce aux produits agricoles et de la pêche et aux produits intermédiaires des aliments (+17,2 %) ainsi qu'aux produits énergétiques (+1,5 %).

Les exportations de minerais et de minéraux non métalliques (-8,3 %) ainsi que de produits en métal et de produits minéraux non métalliques (-2,8 %) ont nettement diminué. Les exportations de matériel et de pièces électroniques et électriques ont fléchi pour un cinquième trimestre de suite, cette fois de 4,6 %.

Les exportations de services ont augmenté de 0,2 %, principalement en raison de la progression de 2,4 % des services de voyages.

Ralentissement de la croissance du revenu à l'échelle de l'économie

Le PIB nominal a augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre, soit à un rythme plus lent que celui de 0,9 % enregistré au trimestre précédent.

La rémunération des salariés a augmenté de 0,6 %, alors qu'elle s'était accrue de 1,1 % au troisième trimestre. Les salaires et traitements dans les industries productrices de services ont progressé de 0,4 %, ce qui représente le tiers de la hausse enregistrée au trimestre précédent (+1,1 %).

L'excédent d'exploitation net des sociétés a diminué de 1,0 %, après avoir augmenté de 0,7 % au trimestre précédent et avoir connu un faible premier semestre. L'excédent d'exploitation net des sociétés non financières a baissé de 1,5 %, tandis que celui des sociétés financières a augmenté de 3,4 %.

Baisse de l'épargne des ménages

Le revenu disponible des ménages (exprimé en dollars courants) a augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, les revenus primaires ayant progressé de 0,5 %, et les transferts versés aux autres secteurs ont dépassé les transferts reçus. Les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une croissance de 0,7 % au cours du trimestre, et le taux d'épargne des ménages, qui était de 4,2 % au troisième trimestre, a baissé pour s'établir à 3,8 % au quatrième trimestre.

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond aux intérêts versés sur les prêts hypothécaires et non hypothécaires des ménages divisés par leur revenu disponible, se situait à 7,4 % au quatrième trimestre. Ce ratio est similaire à ceux affichés au cours des trois trimestres précédents mais est inférieur à la moyenne de 7,6 % enregistrée en 2011.

Le taux d'épargne nationale a été de 4,4 %, comparativement à 5,2 % au troisième trimestre. Cette baisse est attribuable à la réduction de l'épargne des ménages, des sociétés et des administrations publiques. Le revenu national disponible a légèrement baissé de 0,1 %, ce qui faisait suite à une hausse de 0,5 % au troisième trimestre.

Amélioration des termes de l'échange

Les termes de l'échange du Canada, soit la mesure des prix à l'exportation par rapport aux prix à l'importation, ont progressé de 1,2 % au quatrième trimestre. Le revenu intérieur brut réel a augmenté de 0,5 %.

Les prix des biens et des services produits au Canada ont augmenté de 0,4 %, après avoir connu une hausse de 0,6 % au troisième trimestre. Les prix à l'exportation ont affiché une progression de 1,0 % après trois trimestres de baisses. Les prix à l'importation (-0,1 %) ont légèrement reculé après avoir enregistré une baisse de 2,2 % au troisième trimestre.

Le prix associé à la demande intérieure finale a augmenté de 0,1 %, après une hausse de 0,4 % au troisième trimestre.

Année 2012

Le PIB réel a progressé de 1,8 % en 2012, à la suite d'une hausse de 2,6 % en 2011. La demande intérieure finale a augmenté de 1,9 %, ce qui faisait suite à une croissance de 2,7 % en 2011.

Tous les principaux secteurs industriels ont affiché une hausse en 2012, exception faite de celui des arts et des spectacles et de celui des administrations publiques. La production de biens a augmenté de 1,9 %, et celle de services, de 1,8 %.

Le secteur de la construction, notamment la construction de bâtiments résidentiels, et le secteur de la fabrication, en particulier le matériel de transport, sont ceux qui ont le plus contribué à la hausse de la production de biens. L'accroissement dans les industries productrices de services est attribuable aux secteurs des soins de santé et des services sociaux, de la finance et des assurances, des services professionnels ainsi que des commerces de gros et de détail. Le recul du secteur des arts et des spectacles en 2012 tient, entre autres, au conflit de travail qui a touché le hockey professionnel.

Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 1,9 %, principalement en raison de la progression des dépenses en biens durables (+2,8 %) et en services (+2,2 %). À titre de comparaison, les dépenses de consommation ont augmenté de 2,4 % en 2011.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont augmenté de 0,4 % en 2012. Le rythme de croissance des dépenses des administrations publiques ralentit chaque année depuis 2008, où il atteignait 4,6 %.

Les investissements des entreprises en bâtiments résidentiels se sont accrus de 5,8 % en 2012, ce qui est trois fois plus élevé que l'année précédente (+1,9 %). La construction de nouveaux logements s'est accrue de 12,8 %. Les investissements des entreprises en usines et en matériel (+6,2 %) ont, par ailleurs, augmenté plus lentement comparativement à un an plus tôt (+10,4 %).

Le volume des échanges a connu un ralentissement marqué en 2012. Les exportations ont progressé de 1,6 %, ce qui représente le tiers du rythme atteint en 2011 (+4,6 %). Les importations ont augmenté de 2,9 %, alors que ce taux était deux fois plus élevé en 2011 (+5,8 %).

Le revenu disponible des ménages (exprimé en dollars courants) a augmenté de 3,4 % en 2012. Le taux d'épargne des ménages a légèrement augmenté, passant de 3,8 % l'année précédente à 4,0 %.

Le ratio du service de la dette des ménages s'est situé à 7,4 % en 2012. Ce ratio est en baisse depuis 2007, ce qui signifie que le service de la dette mobilise une fraction moins importante du revenu disponible des ménages.

Le revenu intérieur brut réel a augmenté de 1,5 % en 2012, ce qui est moins de la moitié de la hausse enregistrée en 2011 (+3,6 %). Les termes de l'échange du Canada, qui avaient progressé de 3,6 % en 2011, ont diminué de 1,2 %.

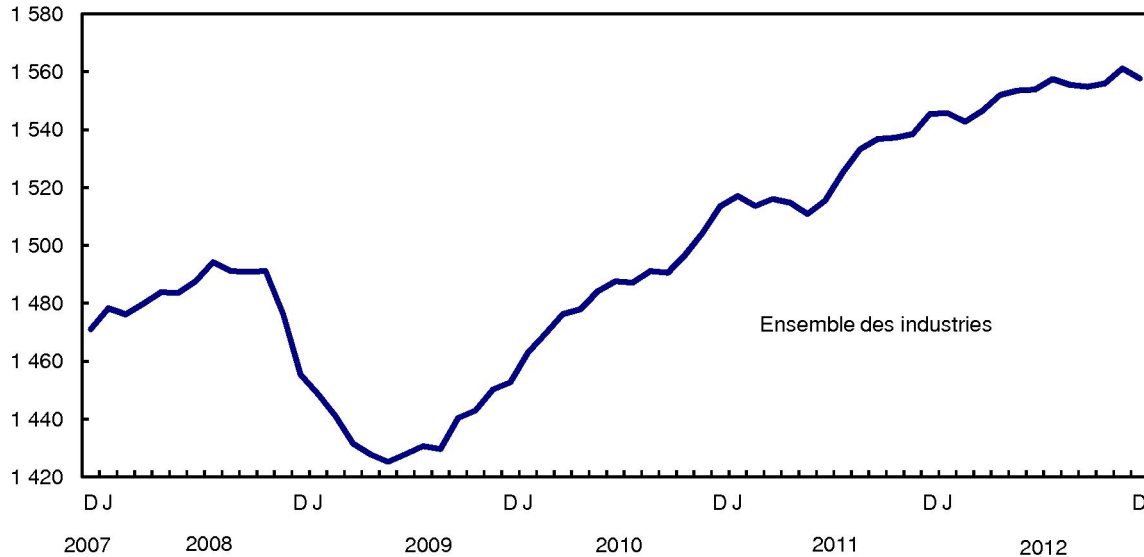
Les prix des biens et des services produits au Canada ont augmenté de 1,3 %, comparativement à une hausse de 3,1 % en 2011. Le prix associé à la demande intérieure finale a augmenté de 1,6 %, ce qui faisait suite à une hausse de 2,3 % en 2011.

Produit intérieur brut par industrie, décembre 2012

Le PIB réel a diminué de 0,2 % en décembre, après avoir augmenté de 0,3 % en novembre. La baisse enregistrée en décembre a été principalement attribuable à la fabrication et, dans une moindre mesure, au commerce de détail et aux services publics. Le commerce de gros, le transport et l'entreposage de même que le secteur des arts et des spectacles ont également reculé. Des hausses ont été observées dans la finance et les assurances, dans l'extraction minière, pétrolière et gazière, dans l'hébergement et les services de restauration, dans le secteur public (qui regroupe les services d'enseignement, la santé et les administrations publiques) et dans la construction.

Graphique 4 Le produit intérieur brut réel diminue en décembre

milliards de dollars enchaînés (2007)



La production du secteur de la fabrication a diminué de 1,8 % en décembre, après avoir progressé de 0,9 % en novembre. Les baisses ont été généralisées, la fabrication de biens durables et de biens non durables s'étant repliée. La fabrication de véhicules automobiles s'est contractée de 9,9 %, partiellement en raison de fermetures d'usines pour les vacances plus longues qu'à l'habitude. Des baisses ont aussi été enregistrées dans les industries des produits métalliques fabriqués, des aliments, des meubles et des produits connexes ainsi que des pièces de véhicules automobiles.

Le commerce de détail s'est replié de 1,6 % en décembre, après avoir connu trois hausses mensuelles consécutives. La réduction des activités des marchands de véhicules et de pièces automobiles a été le principal facteur à l'origine du recul de décembre. Le commerce de détail dans les magasins d'appareils électroniques et ménagers a diminué de 10,1 % en décembre, après avoir connu une forte activité en novembre. Le commerce de gros (-0,6 %) a également baissé en décembre, surtout en raison de la contraction du commerce de gros de machines et de matériel.

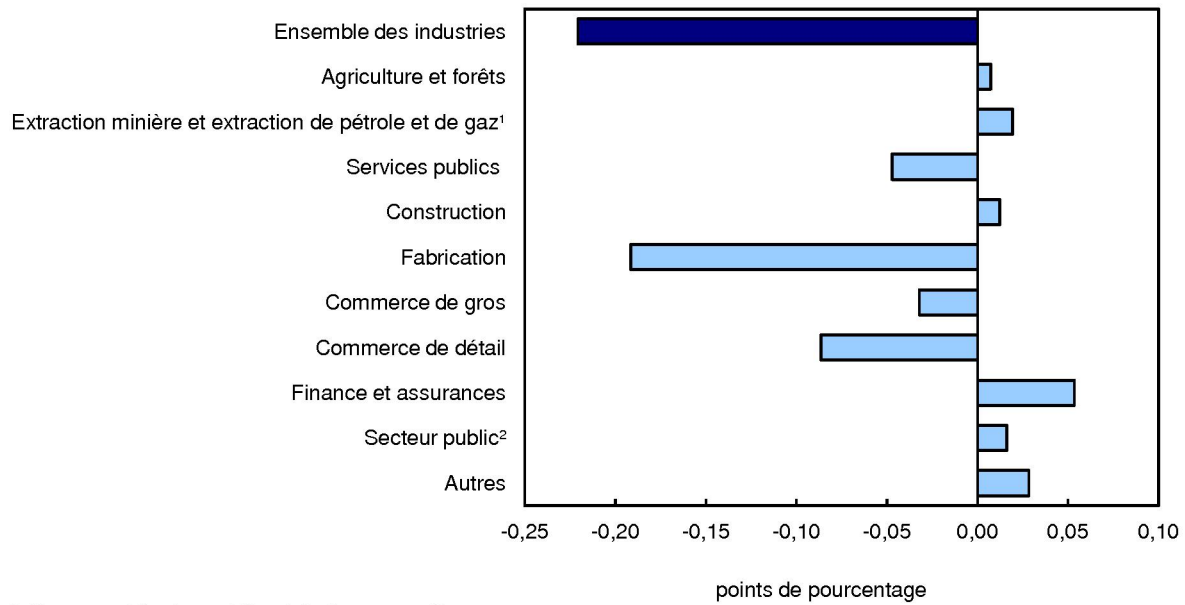
Les services publics ont régressé de 1,9 % en décembre, après avoir connu trois mois consécutifs de croissance. La production d'électricité de même que la distribution de gaz naturel ont diminué.

Les hausses dans le secteur de la finance et des assurances ont été généralisées en décembre. Les activités bancaires et les autres activités d'intermédiation par le biais de dépôts ont augmenté de 0,9 %. L'intensification de l'activité dans les fonds communs de placement et la vigueur des nouvelles émissions d'obligations de sociétés ont contribué aux hausses des services d'investissement financier.

L'extraction minière, pétrolière et gazière a progressé de 0,3 %. L'augmentation de l'extraction de charbon et de minerais métalliques a plus que contrebalancé les diminutions de l'extraction de minerais non métalliques (particulièrement la potasse). L'extraction pétrolière et gazière a légèrement crû de 0,1 %.

La construction a augmenté de 0,2 %, la progression des travaux de génie, de réparation et de la construction de bâtiments non résidentiels ayant plus que contrebalancé le léger repli de la construction de bâtiments résidentiels. Les activités des agents et des courtiers immobiliers ont diminué pour un troisième mois d'affilée.

Graphique 5
Contribution des principaux secteurs industriels à la variation en pourcentage du produit intérieur brut, décembre 2012



1. Comprend également l'exploitation en carrière.
2. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

Note aux lecteurs

Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé *La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques*.

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (comme les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus et des statistiques relatives au mouvement de fonds (comme le revenu du travail, les bénéfices des sociétés, les emprunts hypothécaires et le financement total obtenu) sont calculées à partir de mesures nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées en fonction des variations de prix.

Il existe quatre façons d'exprimer le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) et d'autres séries chronologiques comprises dans le présent communiqué.

1. À moins d'indications contraires, les taux de croissance de toutes les données trimestrielles comprises dans le présent communiqué représentent la variation en pourcentage dans la série d'un trimestre au suivant, par exemple du troisième trimestre au quatrième trimestre de 2012.

2. La croissance trimestrielle peut être exprimée à un taux annuel au moyen d'une formule de croissance composée, tout comme le taux d'intérêt mensuel peut être exprimé à un taux annuel. L'utilisation du taux de croissance à un taux annuel facilite la comparaison avec les statistiques officielles sur le PIB des États-Unis. Le taux de croissance trimestriel et le taux de croissance trimestriel annualisé devraient être interprétés comme une indication de la tendance la plus récente du PIB.

3. Le taux de croissance d'une année à l'autre représente la variation en pourcentage du PIB d'un trimestre donné au cours d'une année au même trimestre un an plus tard, par exemple du quatrième trimestre de 2011 au quatrième trimestre de 2012.

4. Les taux de croissance de toutes les données mensuelles comprises dans le présent communiqué représentent la variation en pourcentage dans la série d'un mois au suivant, par exemple de novembre à décembre 2012.

Produits, services et demandes de renseignements

Analyse et tableaux détaillés

Le module [Comptes économiques nationaux](#), accessible sous l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

Des liens à d'autres communiqués liés aux comptes nationaux se retrouvent dans le numéro du quatrième trimestre de 2012 de la publication *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*, vol. 11, n° 4 (13-010-X). Cette publication est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Cette publication sera mise à jour le 15 mars, en même temps que la diffusion du communiqué sur les Comptes des flux financiers et comptes du bilan national.

Tableau 1
Produit intérieur brut selon le compte des revenus – Données désaisonnalisées aux taux annuels

	Troisième trimestre de 2011	Quatrième trimestre de 2011	Premier trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2012
	variation trimestrielle en %						millions de dollars	
Rémunération des salariés	0,9	1,1	1,0	1,4	1,1	0,6	923 236	929 028
Excédent d'exploitation brut	2,8	3,0	-2,0	-1,8	0,7	-0,3	502 808	501 432
Revenu mixte brut	1,3	1,7	1,2	0,8	1,3	1,0	213 548	215 764
Impôts moins les subventions sur la production	0,3	0,2	-0,2	1,6	0,0	0,4	77 300	77 604
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	1,3	1,5	1,9	0,2	0,8	1,5	109 136	110 772
Divergence statistique (millions de dollars)	-2 160	-1 516	2 684	-1 800	-1 256	204	-1 440	-1 236
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,4	1,6	0,3	0,2	0,9	0,5	1 824 588	1 833 364

Tableau 2
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation trimestrielle – Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	Troisième trimestre de 2011	Quatrième trimestre de 2011	Premier trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2012
	variation trimestrielle en %						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	0,6	0,4	0,3	0,2	0,5	0,6	1 296 033	1 304 002
Dépenses de consommation finale des ménages	0,4	0,5	0,6	0,1	0,7	0,7	925 014	931 228
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,5	0,7	-0,3	1,0	-0,2	0,9	24 852	25 084
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,9	0,0	-0,4	0,4	-0,1	0,5	346 363	347 922
Formation brute de capital fixe	-0,0	0,9	1,6	1,2	-0,5	0,7	392 915	395 775
Formation brute de capital fixe des entreprises	1,3	2,1	1,9	1,2	-0,2	0,6	326 327	328 241
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-5,3	-4,3	0,5	1,5	-2,0	1,4	64 917	65 836
Investissements en stocks (millions de dollars)	-12 205	-2 896	7 831	-81	9 739	-10 292	12 951	2 659
Exportations de biens et services	5,0	1,1	-0,8	0,3	-1,9	0,3	501 942	503 468
Moins : importations de biens et services	-0,2	0,9	1,2	0,6	0,5	-0,3	553 741	552 345
Divergence statistique (millions de dollars)	1 991	1 398	-2 462	1 651	1 142	-189	1 311	1 122
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,4	0,5	0,3	0,5	0,2	0,2	1 661 039	1 663 578
Demande intérieure finale	0,4	0,5	0,6	0,4	0,2	0,6	1 687 637	1 698 464

Tableau 3
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation annualisée – Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	Troisième trimestre de 2011	Quatrième trimestre de 2011	Premier trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2012
	variation trimestrielle en %, annualisée						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	2,3	1,6	1,0	0,8	1,8	2,5	1 296 033	1 304 002
Dépenses de consommation finale des ménages	1,7	2,1	2,2	0,5	2,8	2,7	925 014	931 228
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	2,0	2,7	-1,2	4,1	-0,7	3,8	24 852	25 084
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	3,6	0,2	-1,7	1,5	-0,4	1,8	346 363	347 922
Formation brute de capital fixe	0,0	3,5	6,7	5,1	-1,9	2,9	392 915	395 775
Formation brute de capital fixe des entreprises	5,2	8,5	7,7	4,9	-0,8	2,4	326 327	328 241
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-19,4	-16,2	2,1	6,0	-7,7	5,8	64 917	65 836
Investissements en stocks (millions de dollars)	-12 205	-2 896	7 831	-81	9 739	-10 292	12 951	2 659
Exportations de biens et services	21,6	4,5	-3,3	1,1	-7,3	1,2	501 942	503 468
Moins : importations de biens et services	-1,0	3,5	5,1	2,3	2,1	-1,0	553 741	552 345
Divergence statistique (millions de dollars)	1 991	1 398	-2 462	1 651	1 142	-189	1 311	1 122
Produit intérieur brut aux prix du marché	5,8	2,1	1,2	1,9	0,7	0,6	1 661 039	1 663 578
Demande intérieure finale	1,7	2,0	2,3	1,8	0,9	2,6	1 687 637	1 698 464

Tableau 4
Principaux indicateurs des comptes économiques canadiens – Données désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2011	Quatrième trimestre de 2011	Premier trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2012	Troisième trimestre de 2012	Quatrième trimestre de 2012
À l'échelle de l'économie						
Revenu intérieur brut réel (indice 2007=100)	104,9	105,8	106,0	105,8	106,4	107,0
Déflateur du produit intérieur brut (indice 2007=100)	108,2	109,3	109,3	109,1	109,8	110,2
Termes de l'échange (indice 2007=100)	101,9	103,0	102,7	100,5	101,7	102,9
Secteur des ménages						
Revenu disponible des ménages (millions de dollars)	997 892	1 007 764	1 014 952	1 026 964	1 032 656	1 035 948
Épargne nette des ménages (millions de dollars)	38 228	36 524	37 480	46 124	42 916	38 928
Taux d'épargne des ménages (%)	3,8	3,6	3,7	4,5	4,2	3,8
Ratio du service de la dette des ménages (%)	7,57	7,47	7,44	7,35	7,42	7,36
Secteur des administrations publiques						
Revenu disponible des administrations publiques (millions de dollars)	343 532	347 152	353 708	350 356	357 980	356 724
Épargne nette des administrations publiques (millions de dollars)	-45 600	-43 512	-36 264	-43 636	-37 752	-42 288
Secteur des sociétés						
Excédent d'exploitation net des sociétés non financières (millions de dollars)	239 840	253 244	244 464	231 104	233 824	230 284
Excédent d'exploitation net des sociétés financières (millions de dollars)	27 808	27 436	23 968	25 060	24 152	24 984
Épargne nette des sociétés non financières (millions de dollars)	68 628	48 740	53 016	45 952	48 528	40 688
Épargne nette des sociétés financières (millions de dollars)	16 864	37 532	27 032	33 960	28 684	32 952
National						
Épargne nationale nette (millions de dollars)	75 304	75 636	79 988	81 308	78 256	66 116
Taux d'épargne national (%)	5,2	5,2	5,4	5,5	5,2	4,4

Tableau 5
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation d'une année à l'autre –
Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2011	2012
	variation d'une année à l'autre en %						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	3,8	3,4	1,1	3,3	2,0	1,5	1 275 906	1 294 463
Dépenses de consommation finale des ménages	4,3	2,9	0,1	3,5	2,4	1,9	905 941	923 138
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,7	5,0	4,1	1,4	4,5	1,5	24 496	24 870
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,8	4,6	3,4	3,0	1,0	0,4	345 390	346 605
Formation brute de capital fixe	3,2	1,3	-11,5	10,5	5,0	3,2	381 058	393 373
Formation brute de capital fixe des entreprises	2,9	0,6	-15,3	10,8	7,1	5,3	309 777	326 152
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	6,3	3,8	8,7	9,3	-3,3	-5,6	69 454	65 564
Investissements en stocks (millions de dollars)	740	-1 329	-14 054	5 395	2 188	3 909	1 620	5 529
Exportations de biens et services	1,1	-4,5	-12,8	6,5	4,6	1,6	498 578	506 777
Moins : importations de biens et services	5,8	0,8	-12,4	13,6	5,8	2,9	535 433	551 153
Divergence statistique (millions de dollars)	-1 958	1 358	-1 160	-478	1 424	289	-9	280
Produit intérieur brut aux prix du marché	2,1	1,1	-2,8	3,2	2,6	1,8	1 628 295	1 658 201
Demande intérieure finale	3,7	2,9	-2,0	4,9	2,7	1,9	1 655 587	1 686 540

Tableau 6
Produit intérieur brut mensuel par industrie aux prix de base en dollars enchaînés (2007) –
Données désaisonnalisées

	Juillet 2012 ^r	Août 2012 ^r	Septembre 2012 ^r	Octobre 2012 ^r	Novembre 2012 ^r	Décembre 2012 ^p	Décembre 2012	Décembre 2011 à décembre 2012
	variation mensuelle en %						millions de dollars ¹	variation en %
Ensemble des industries	0,2	-0,1	-0,0	0,1	0,3	-0,2	1 557 703	0,8
Industries productrices de biens	0,5	-0,4	-0,4	0,2	0,8	-0,7	466 901	-0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	-0,8	0,3	0,1	0,4	0,1	0,5	25 031	-0,2
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	-0,3	-0,9	-0,5	1,9	1,0	0,3	126 011	-0,7
Services publics	1,3	-0,6	0,2	1,5	0,9	-1,9	38 636	3,3
Construction	-0,0	0,3	0,1	0,5	0,4	0,2	111 703	4,0
Fabrication	1,3	-0,7	-0,8	-1,4	0,9	-1,8	165 271	-3,3
Industries productrices de services	0,1	-0,0	0,1	0,0	0,2	-0,0	1 092 048	1,2
Commerce de gros	-0,2	0,0	-0,9	0,3	0,3	-0,6	83 408	0,5
Commerce de détail	0,7	-0,8	0,3	0,4	0,7	-1,6	83 176	-1,1
Transport et entreposage	-0,2	0,1	0,2	-1,2	0,9	-0,2	64 791	0,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,1	0,5	-0,3	-0,1	-0,1	0,4	51 709	1,4
Finance et assurance	0,5	-0,0	0,4	0,1	-0,1	0,8	103 698	3,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,2	-0,0	0,4	0,1	0,1	0,1	194 108	2,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,1	0,1	0,3	-0,0	0,0	0,2	81 577	1,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4	-0,5	-0,3	12 254	3,0
Services administratifs, services de soutien, services de gestion de déchets et d'assainissement	0,1	0,3	-0,1	0,2	0,0	-0,1	40 304	1,4
Services d'enseignement	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	-0,0	84 114	2,2
Soins de santé et assistance sociale	0,1	0,3	0,1	0,2	0,0	0,2	110 255	1,7
Arts, spectacles et loisirs	-0,3	-0,4	-3,2	-2,0	-0,3	-0,8	10 875	-6,5
Hébergement et services de restauration	1,0	-0,7	0,4	0,1	-0,2	0,5	32 973	0,7
Autres services, sauf les administrations publiques	0,1	0,3	-0,0	0,2	0,1	0,0	31 874	0,8
Administrations publiques	-0,3	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,0	107 095	-0,2

Tableau 6
Produit intérieur brut mensuel par industrie aux prix de base en dollars enchaînés (2007) –
Données désaisonnalisées

	Juillet 2012 ^r	Août 2012 ^r	Septembre 2012 ^r	Octobre 2012 ^r	Novembre 2012 ^r	Décembre 2012 ^p	Décembre 2012	Décembre 2011 à décembre 2012
Autres agrégations								
Production industrielle	0,8	-0,7	-0,6	0,0	1,0	-1,1	334 494	-1,5
Fabrication de biens non durables	1,6	1,0	-1,2	-1,1	0,4	-0,8	68 774	-1,5
Fabrication de biens durables	1,1	-2,0	-0,5	-1,7	1,3	-2,5	96 685	-4,7
Secteur des technologies de l'information et des communications	-0,1	-0,0	0,3	-0,1	0,6	-0,6	67 765	-0,3
Secteur de l'énergie	0,8	-0,3	0,1	1,5	1,0	-0,2	149 580	0,6
Secteur public	-0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	301 432	1,1

^r révisé

^p provisoire

1. Aux taux annuels.

Tableau 7
Produit intérieur brut trimestriel par industrie aux prix de base en dollars enchaînés (2007) –
Données désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2011	Quatrième trimestre de 2011	Premier trimestre de 2012 ^r	Deuxième trimestre de 2012 ^r	Troisième trimestre de 2012 ^r	Quatrième trimestre de 2012 ^p	Quatrième trimestre de 2012 ^p
	variation trimestrielle en %						millions de dollars ¹
Industries productrices de biens	1,9	0,6	0,2	0,8	-0,3	0,1	467 870
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,5	1,1	-1,0	1,0	-0,5	0,8	24 940
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	3,9	-0,1	-1,1	0,3	-2,0	2,1	125 340
Services publics	0,3	-2,3	-0,5	1,1	1,9	1,5	39 018
Construction	1,1	0,7	1,7	1,3	0,0	1,0	111 437
Fabrication	1,6	1,7	0,3	0,6	-0,1	-2,2	166 748
Industries productrices de services	0,9	0,5	0,3	0,4	0,4	0,2	1 091 673
Commerce de gros	2,5	0,7	0,3	1,4	-0,6	-0,2	83 640
Commerce de détail	0,7	1,6	-0,2	-0,4	0,3	0,3	83 875
Transport et entreposage	1,6	-0,1	0,4	0,4	0,5	-0,5	64 689
Industrie de l'information et industrie culturelle	0,4	0,3	0,5	0,3	0,6	-0,1	51 584
Finance et assurance	1,0	-0,2	0,6	0,7	1,4	0,6	103 149
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1,0	1,0	0,7	0,6	0,4	0,5	193 900
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,3	1,1	0,2	0,2	0,5	0,3	81 479
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,6	-0,6	2,0	1,7	0,5	-0,9	12 302
Services administratifs, services de soutien, services de gestion de déchets et d'assainissement	0,7	0,3	0,4	0,5	0,6	0,2	40 318
Services d'enseignement	0,2	0,0	0,3	0,5	0,8	0,7	84 026
Soins de santé et assistance sociale	0,6	0,7	0,5	0,4	0,5	0,4	110 096
Arts, spectacles et loisirs	-0,0	0,8	0,6	-1,8	-0,5	-4,6	10 941
Hébergement et services de restauration	0,8	1,4	0,1	-0,1	0,9	0,1	32 900
Autres services, sauf les administrations publiques	0,5	-0,1	0,2	-0,1	0,4	0,3	31 866
Administrations publiques	0,5	-0,1	-0,3	0,2	-0,3	-0,0	107 057
Autres agrégations							
Production industrielle	2,2	0,6	-0,2	0,6	-0,4	-0,3	335 858
Fabrication de biens non durables	0,7	-0,2	0,0	-0,2	0,9	-1,5	69 049
Fabrication de biens durables	2,3	3,2	0,5	1,2	-0,8	-2,6	97 915
Secteur des technologies de l'information et des communications	1,1	0,2	-0,7	0,2	0,1	0,3	67 914
Secteur de l'énergie	3,0	0,2	-0,3	-0,9	-0,1	2,0	149 328
Secteur public	0,5	0,2	0,1	0,4	0,3	0,3	301 149

^r révisé

^p provisoire

1. Aux taux annuels.

Produit intérieur brut par industrie

Données offertes dans CANSIM : tableau 379-0031.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1301.

Les données de janvier sur le produit intérieur brut par industrie seront diffusées le 28 mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Pierre Gatto au 613-951-9834, Division des comptes des industries.

Comptes des produit intérieur brut en termes de revenus et de dépenses

Données offertes dans CANSIM : tableaux 380-0063 à 380-0076, 380-0078 à 380-0085, 380-0100 à 380-0106 et 382-0006.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1901 et 2602.

Le produit intérieur brut révisé des comptes des revenus et dépenses pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 2012 a été diffusé en même temps que celui du quatrième trimestre de 2012. Ces données intègrent des données de base nouvelles et révisées et des données mises à jour des tendances saisonnières.

Les données sur le produit intérieur brut en termes de revenus et de dépenses pour le premier trimestre seront diffusées le 31 mai. Pour obtenir plus de renseignements, consultez le *Guide des comptes des revenus et dépenses* (13-017-X).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude : Réallocation des travailleurs au Canada, 1976 à 2011

Malgré les nombreux changements qui sont survenus sur le marché du travail canadien au cours des trois dernières décennies, les travailleurs canadiens n'ont en moyenne pas été plus susceptibles de quitter leur employeur par suite d'une démission, d'une mise à pied ou d'une cessation d'emploi pour d'autres raisons au cours des années 2000 qu'ils l'étaient à la fin des années 1970.

De 1979 à 1981, environ 24 % des travailleurs âgés de 15 à 64 ans ont quitté leur employeur à la suite d'une démission, d'une mise à pied ou d'une cessation d'emploi pour d'autres raisons chaque année.

Pendant la période allant de 2000 à 2008, cette proportion était d'environ 22 % par an, alors que de 2009 à 2011, elle atteignait en moyenne moins de 20 %.

Les taux de cessation d'emploi — en l'occurrence le pourcentage de travailleurs qui ont quitté des entreprises à la suite d'une démission, d'une mise à pied ou d'une cessation d'emploi pour d'autres raisons — ont eu tendance à augmenter lorsque les conditions du marché du travail se sont améliorées. Cette tendance provenait de l'accroissement de la demande de main-d'œuvre, qui a fait augmenter la propension des travailleurs à quitter les entreprises (par suite d'une démission et d'une cessation d'emploi pour d'autres raisons) dans une plus large mesure qu'elle a fait baisser les taux de mise à pied.

Néanmoins, les taux de cessation d'emploi n'ont affiché aucune tendance à la hausse au cours des trois dernières décennies.

Parallèlement aux taux de cessation d'emploi, les taux d'embauche — c'est-à-dire le pourcentage de travailleurs qui commencent un emploi auprès d'un nouvel employeur pour une année donnée — ont augmenté pendant les périodes d'expansion. Cependant, ils n'ont pas affiché de tendance à la hausse pendant les trois dernières décennies.

Environ 26 % des travailleurs ont commencé un emploi chaque année pendant la fin des années 1970, alors que le taux d'embauche était légèrement plus faible, se situant dans une fourchette d'environ 23 % à 24 %, pendant la période d'expansion du milieu des années 2000.

Par conséquent, les taux de réallocation des travailleurs — c'est-à-dire la somme des taux d'embauche et des taux de cessation d'emploi des travailleurs — n'étaient pas plus élevés pendant les années 2000 qu'à la fin des années 1970.

Dans l'ensemble, les taux de réallocation des travailleurs annuels pendant les années 2000 représentaient environ 45 % de l'emploi rémunéré, proportion semblable à celles qui existaient aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Par contre, les taux de réallocation des travailleurs ont atteint en moyenne environ 50 % de 1979 à 1981.

Au cours des années 2000, la réallocation des travailleurs a varié considérablement selon l'industrie et la taille de l'entreprise. Les petites entreprises et les industries à faible rémunération ont affiché des taux d'embauche relativement élevés et des taux de cessation d'emploi élevés.

La réallocation des travailleurs a également varié de façon marquée selon le groupe d'âge, car les jeunes travailleurs ont été embauchés et ont cessé leur emploi beaucoup plus fréquemment que leurs homologues plus âgés.

Le rythme de la réallocation des travailleurs a varié dans une moindre mesure selon la province et le niveau de scolarité.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche intitulé « Réallocation des travailleurs au Canada », diffusé aujourd'hui.

Dans l'étude, on examine l'évolution des taux d'embauche, des taux de cessation d'emploi et des taux de réallocation des travailleurs de la fin des années 1970 à la fin de la première décennie des années 2000.

Les taux d'embauche rendent compte de l'entrée des travailleurs dans les entreprises. Les taux de cessation d'emploi rendent compte de leur sortie des entreprises découlant des mises à pied, des démissions ou des cessations d'emploi pour d'autres raisons (par exemple le retour aux études et la maternité).

La réallocation des travailleurs rend compte de la mesure dans laquelle ces derniers entrent dans des entreprises ou quittent des entreprises. Selon la méthodologie de l'Organisation de coopération et de développement économiques, les taux de réallocation des travailleurs sont calculés en additionnant les taux d'embauche et les taux de cessation d'emploi.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3701.

Le document de recherche intitulé « Réallocation des travailleurs au Canada », qui fait partie de la *Série de documents de recherche de la Direction des études analytiques (11F0019M)*, est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études semblables de la Division de l'analyse sociale peuvent être consultées à l'adresse (www.statcan.gc.ca/analysesociale).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec René Morissette au 613-951-3608, Division de l'analyse sociale.

Services d'emploi, 2011

En 2011, les revenus d'exploitation de l'industrie des services d'emploi ont atteint 10,6 milliards de dollars, en hausse de 13,6 % par rapport à 2010. Ils avaient augmenté de 8,6 % en 2010 et avaient diminué de 8,0 % en 2009.

L'industrie des services d'emploi comprend les établissements dont l'activité principale consiste à offrir des services de placement permanent, de recherche de cadres, de placement de contractuels, de placement temporaire et de dotation de coemploi.

Les revenus d'exploitation se sont accrus dans toutes les provinces. En 2011, trois d'entre elles sont à l'origine de plus de 90 % des revenus, soit l'Ontario (54,5 %), l'Alberta (23,4 %) et le Québec (12,7 %).

Au sein de ce groupe, la plus forte hausse s'est produite en Alberta (+23,2 %), suivie de l'Ontario (+12,2 %) et du Québec (+10,6 %).

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 12,7 % à l'échelle du Canada pour passer à 10,2 milliards de dollars en 2011. Les salaires, traitements et avantages sociaux des employés, le poste de dépense le plus important, se sont accrus de 12,8 %.

Comme la hausse des revenus d'exploitation a dépassé celle des dépenses d'exploitation, la marge bénéficiaire de l'industrie est passée de 3,2 % à 4,0 %.

Plus de la moitié des ventes de l'industrie provenaient des services de placement temporaire (54,9 %), alors que les services de placement permanent et de placement de contractuels en représentaient 36,3 %. Le reste était attribuable aux autres produits et services (8,8 %).

Comme au cours des années antérieures, la majorité (86,3 %) des ventes étaient attribuables au secteur des entreprises. Les administrations et établissements publics ont été à l'origine de 12,1 % des ventes, alors que les particuliers et les ménages combinés avec les clients étrangers représentaient le reste (1,6 %).

Données offertes dans CANSIM : tableaux 361-0001, 361-0019 et 361-0020.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 4718.

La publication *Services d'emploi, 2011* (63-252-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Chantal Mollenthiel au 613-951-0523 (chantal.mollenthiel@statcan.gc.ca), Division des industries de service.

Enquête canadienne sur les mesures de la santé : combiner les données de l'échantillon complet, des répondants à jeun et des moniteurs d'activité, 2007 à 2011

Les fichiers de pondération ainsi que la documentation sont maintenant disponibles pour combiner les fichiers de données de l'échantillon complet, des répondants à jeun et des moniteurs d'activité des cycles 1 et 2 de l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5071.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Enquête financière sur les fermes, 2011

Des données supplémentaires tirées de l'Enquête financière sur les fermes de 2011 sont maintenant accessibles.

Note aux lecteurs

Dans le tableau CANSIM 002-0067, « Machines et matériel donnés en échange, ventes de biens en immobilisation » et « Machines et matériel vendus sans condition, ventes de biens en immobilisation » sont maintenant combinés en : « Machines et matériel agricoles donnés en échange ou vendus ».

Données offertes dans CANSIM : tableau 002-0067.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3450.

Il est possible de consulter des tableaux de données sélectionnés à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

La publication *Enquête financière sur les fermes, 2011* (21F0008X, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens, quatrième trimestre 2012, vol. 11, n° 4
Numéro au catalogue 13-010-X (HTML)

Enquête financière sur les fermes, 2011
Numéro au catalogue 21F0008X (HTML | PDF)

Scieries, décembre 2012, vol. 66, n° 12
Numéro au catalogue 35-003-X (HTML | PDF)

Investissements privés et publics au Canada : perspectives, 2013
Numéro au catalogue 61-205-X (HTML | PDF)

Services d'emploi, 2011
Numéro au catalogue 63-252-X (HTML | PDF)

Nouvelles études

Direction des études analytiques : documents de recherche : « Réallocation des travailleurs au Canada »,
n° 348
Numéro au catalogue 11F0019M2013348 (HTML | PDF)

Calendrier des communiqués : 4 au 8 mars 2013

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
7	Permis de bâtir	Janvier 2013
7	Commerce international de marchandises du Canada	Janvier 2013
8	Enquête sur la population active	Février 2013
8	Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	Revision historique, 2007 à 2012

Voir aussi le calendrier de diffusion des principaux indicateurs économiques pour le reste de l'année.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2013. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>